



Comment la Côte d'Azur défend son économie



(Crédits : DR) Suspension du décret qui mettait à mal la filière yachting, accueil à Nice du France Meeting Hub, les sujets qui fâchent et ceux qui demandent un soutien actif mobilisent les patrons.

Le soleil était au rendez-vous de l'ouverture du Yachting Festival ce mardi, le premier salon à flot européen avec 500 bateaux et 150 unités en avant-première. Pas seulement dans le ciel de Cannes mais surtout dans les esprits des professionnels de la filière. Il faut dire que la veille, la suspension du décret concernant le régime social des marins a fait souffler un vent de soulagement. Et redonné espoir.

Car la pierre d'achoppement c'était cette obligation exigeant que tous les marins résidents français (les Français mais aussi les étrangers qui résident en France) cotisent à l'ENIM (établissement national des invalides de la marine en charge du régime spécial de sécurité sociale des marins du commerce, de la pêche et de la plaisance NDLR). Une nouveauté en application depuis le printemps qui a eu pour effet de considérablement freiner l'embauche de marins résidents français. Les chefs d'entreprises spécialisées dans le secteur mais aussi toute l'industrie touristique n'ont guère attendu pour faire connaître leur ire. Les politiques itou, le président de la Région PACA, son prédécesseur Christian Estrosi et Hubert Falco, le sénateur-maire de Toulon montant au créneau et faisant remonter les raisons de la colère en haut-lieu, c'est-à-dire au gouvernement.

Bataille navale

Lequel semble donc *"avoir pris conscience de notre problématique"*, se réjouit Laurent Falaize, le dirigeant de Fioul83 basée à La Crau dans le Var et président du cluster Riviera Yachting Network. Mais pas trop. *"Nous restons vigilants. Depuis 5 ans la grande plaisance subit des évolutions réglementaires, sociales et fiscales et nous nous sommes toujours adaptés. Mais ce décret a fait fuir des bateaux. Car cela ne concerne pas que la saison d'été. La plaisance c'est aussi du refit, c'est la saison d'hivernage"*. En chiffres, c'est 8 000 emplois directs dont 250 dans la réparation, 750 yachts réparés par an. Et 800 M€ de retombées économiques. *"Nous avons gagné une bataille, mais pas la guerre"*. Car désormais les discussions vont reprendre, avec certes

[Visualiser l'article](#)

les professionnels du yachting autour de la table. Sans doute que ce sera la flexibilité qui va l'emporter et les marins avoir le choix entre le régime ENIM ou pas.

C'est MICE

Du côté de Nice, c'est la relance du MICE (Meetings Incentive Congress Exhibition) qui mobilise. Et l'accueil du France Meeting Hub (opération de promotion organisée par Atout France NDLR) correspond exactement à la volonté de mise en lumière de la destination. Evidemment il y a l'après-attentat qui pousse à en rajouter côté promotion. Mais pas seulement. Cela relève au contraire de la pure stratégie. Ce qu'explique Denis Zanon, le directeur de l'office de tourisme de Nice. *"Une fois par an, nous accueillons un événement intra-industrie. L'opportunité d'avoir France Meeting Hub à Nice est une façon de montrer que Nice et la Côte d'Azur vont bien, qu'elles étaient toujours des destinations attractives"*. Il faut dire qu'accueillir France Meeting Hub c'est accueillir en même temps, 78 professionnels internationaux venus de 27 pays différents à majorité des pays européens et américains. Et le tourisme d'affaires est pour Denis Zanon l'un des axes à privilégier. *"C'est le secteur qui permet d'accueillir beaucoup de monde en générant de l'économie. Ce pouvoir de prescription à court terme me semble important"*. C'est également *"faire prendre la mesure"* à ses pairs de la qualité de la destination mais aussi de recevoir *"un œil critique"* ce qui n'est jamais mauvais pour s'améliorer.

Hiérarchie respectée

Une destination que les professionnels du tourisme ne perçoivent pas (ou plus) via la dimension attentat. "Ce n'est plus le débat depuis longtemps", indique le directeur de l'Office de tourisme niçois. Car depuis Nice le 14 juillet 2016, il y a eu Londres, Bruxelles, Barcelone... *"Les autres attaques ont lissé le facteur de risque. La hiérarchie des destinations a repris sa place"*. Néanmoins l'accueil de France Meeting Hub doit sa venue en terre niçoise aussi parce que la Chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur a apporté une forte contribution financière, à hauteur de 100 000 euros. *"Cette implication financière est une façon de participer à la réassurance de la destination"*, dit Emmanuel Souraud, élu en charge de la communication. *"Car elle est injectée indirectement dans le tissu économique niçois. C'est pour cela que nous avons également appuyé financièrement le plan de communication du CRT à hauteur de 50 000 euros et consacré une enveloppe de plus de 65 000 euros pour accompagner les professionnels du tourisme aux démarches Qualité et Numérique"*. Il y a aussi le soutien à la filière cinéma, celle aux maîtres restaurateurs. Sur l'eau comme sur terre, le tourisme prouve à quel point il est une industrie comme une autre. Sans ministre dédié...